

On assassine la recherche fédérale

On crée les conditions du dysfonctionnement fédéral, ensuite on fait de ce dysfonctionnement la preuve que la compétence sera mieux gérée ailleurs...

■ La déconstruction méthodique de la Politique scientifique, fleuron des compétences fédérales, est symbolique d'autres manœuvres institutionnelles larvées. En tirant sur Belspo, c'est la Belgique – fédérale – qui réussit que l'on assassine.

CHARLES-ETIENNE LAGASSE
Président
du Centre d'études
Jacques Georgin (*).

La législature fédérale devait être, nous a-t-on vendu, exclusivement consacrée au socio-économique et point au communautaire. Nous en sommes loin. En effet, les exemples de manœuvres institutionnelles larvées sont légions. Elles ne sont pas toutes le propos de cette alerte. Un seul exemple suffira. Il s'agit de la déconstruction méthodique d'un fleuron des compétences fédérales: la Politique scientifique, Belspo. Tout un symbole aussi, celui d'une certaine Belgique qui réussit et dont l'influence internationale est indéniable. L'objectif est clair: la disparition pure et simple de ce service fédéral. La méthodologie pour y parvenir est subtile et passe par l'établissement d'un écran de fumée particulièrement bluffant.

Il s'agit tout d'abord de la création d'une Agence spatiale "interfédérale" aussi inutile que coûteuse. Angoissante aussi pour les industriels du secteur qui travaillent directement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Mais pour la N-VA aux commandes de ce département qu'elle veut détruire, cette Agence est un passage obligé pour le démantèlement de Belspo.

Rappelons que Belspo est bâti sur trois piliers opérationnels et des services d'appui centralisés. Ces derniers soutiennent les trois composantes opérationnelles en aides et services divers (personnel, budget, service juridique, TIC, contrôle de la gestion, logistique,...). Ces services horizontaux sont cruciaux dans le climat hystérique d'économies que l'on impose aujourd'hui à toutes les administrations et Institutions fédérales.

Quant aux activités opérationnelles, il s'agit: de la Politique spatiale belge, via l'Agence spatiale européenne (200 millions d'euros/an); des dix éta-

blissements scientifiques et musées fédéraux (150 millions d'euros/an); des Programmes de recherche qui permettent de financer des activités scientifiques dans toutes les Universités belges et les contributions aux activités et infrastructures de recherche internationales. Au total, plus de 600 millions d'euros.

Jusqu'à il y a peu, toutes ces activités étaient intégrées, complémentaires et se fertilisaient entre elles pour constituer une "politique" scientifique fédérale forte, utile et efficace au service de tout le pays et de ses composantes. Qu'en sera-t-il désormais?

→ (*) Cette carte blanche fédère des personnalités du monde scientifique venues de divers horizons idéologiques et politiques: Guy Brasseur, Président du Comité scientifique du Programme Mondial de Recherche sur le Climat (PMRC), Jean-Philippe Cornelis, Docteur en anthropologie, Coordinateur du Forum Civique UCL CREATOPIA en anthropologie. Jacques de Gerlache, Professeur d'écotoxicologie et d'écologie industrielle à l'UCL, Coordinateur de Greenfacts. Robert Halleux, Académie Royale de Belgique, Comité fédéral du Parti Communiste, Philippe Mettens, ancien Président du Comité de direction de Belspo. Bernard Remiche, Professeur d'universités (Nice et Rennes), membre du groupe d'experts "Propriété intellectuelle et agriculture" du Haut Conseil des Biotechnologies. François Roelants du Vivier, Sénateur honoraire, ancien Président du groupe de travail "Espace" du Sénat. Frédéric Wilquem, CEO de Q-Square, Docteur en sciences appliquées FPMS.

mentale unissant les scientifiques de tout le pays et voués à la communautarisation, c'est-à-dire, de facto, à la disparition. C'était le premier venin. Pour le reste, s'appuyant sur une prétendue amélioration du mode d'organisation et de financement des activités spatiales (sans en avoir jamais objectivé ni la nécessité ni la pertinence), on va se doter d'une structure bureaucratique complexe et coûteuse, qui va voir tripler le personnel nécessaire à son fonctionnement, passant de 17 collaborateurs à une cinquantaine. Le tout en intégrant, tel le loup dans la bergerie, les Régions dans les organes

de gestion
d'une compé-
tence... fédérale!

La porte à tous les blocages, comptes d'apothicaires et compensations sera ainsi ouverte. Le poids de la Belgique s'en trouvera réduit au niveau international et en particulier à l'ESA.

Les industriels en tremblent, mais se taisent. Lors du dernier salon du Bourget, ils s'en sont pourtant ouverts à la Secrétaire d'Etat Elke Sleurs. Rien n'y fit. Le propos éditorial du président de la Fédération industrielle belge du spatial (Belgospace) dans son dernier rapport d'activités, n'est pas plus enthousiaste. Il rappelle l'importance pour le secteur spatial belge "de disposer d'une administration fédérale solide et qui s'inscrit dans la durée. Les intérêts de la Belgique auprès de l'ESA doivent être défendus par une délégation efficace". Cela ne sonne vraiment pas comme un assentiment pour cette Agence mais davantage comme l'expression d'une forme de fatalisme face à une prise de position qui s'impose à eux et qui est mise en œuvre sans concertation.

Aucune évaluation de l'organisation actuelle n'est d'ailleurs programmée. L'organisation a pourtant, depuis quarante ans, largement fait ses preuves et n'a engrangé que des succès, au bénéfice des entreprises et des scientifiques du secteur.

Ce projet met en grave danger un secteur de pointe, très florissant, mobilisant des milliers d'emplois souvent hautement qualifiés.

Pourquoi changer un modèle qui gagne ?

Tout est dans le mécanisme mis en œuvre par la N-VA. L'Agence spatiale peut, en effet passer pour un pis-aller et présenter les atouts d'une réponse

pragmatique à une prétendue et sincère volonté d'améliorer le fonctionnement du spatial belge. Nous savons désormais qu'il n'en est rien et que les industriels (et les scientifiques d'ailleurs) redoutent cette révolution.

Mais ce n'est pas tout. Pour constituer cette Agence, il va falloir copieusement pomper dans les Services d'appui de Belspo. Ce faisant, cela va rendre impossible la poursuite des autres missions de la politique scientifique. Ainsi, les institutions scientifiques, naguère fédérales, seront jetées seules dans l'océan sous le regard bienveillant des Régions et Communautés qui ne leur lanceront une bouée qu'à la condition d'une allégeance totale. La boucle sera bouclée. Le spatial belge en sortira affaibli comme jamais, les Programmes et activités de recherche unissant nos meilleurs scientifiques, seront atomisés et les établissements scientifiques ainsi que leur patrimoine seront communautarisés ou en voie de l'être.

On crée les conditions du dysfonctionnement fédéral, ensuite on fait de ce dysfonctionnement la preuve que la compétence sera mieux gérée ailleurs...

→ (*) Cette carte blanche fédère des personnalités du monde scientifique venues de divers horizons idéologiques et politiques: Guy Brasseur, Président du Comité scientifique du Programme Mondial de Recherche sur le Climat (PMRC), Jean-Philippe Cornelis, Docteur en anthropologie, Coordinateur du Forum Civique UCL CREATOPIA en anthropologie, Jacques de Gerlache, Professeur d'écotoxicologie et d'écologie industrielle à l'UCL, Coordinateur de Greenfacts, Robert Halleux, Académie Royale de Belgique, Comité fédéral du Parti Communiste, Philippe Mettens, ancien Président du Comité de direction de Belspo, Bernard Remiche, Professeur d'universités (Nice et Rennes), membre du groupe d'experts "Propriété intellectuelle et agriculture" du Haut Conseil des Biotechnologies, François Roelants du Vivier, Sénateur honoraire, ancien Président du groupe de travail "Espace" du Sénat, Frédéric Wilquem, CEO de Q-Square, Docteur en sciences appliquées FPMS.